



Le budget fédéral de 2009 et l'analyse des questions autochtones

Le budget

-2,075 milliards de dollars pour répondre aux besoins en matière de logements sociaux et de logement dans les réserves

- 515 millions de dollars sur deux ans pour des projets d'infrastructure dans les collectivités des Premières nations, comme les écoles, les routes et autres « infrastructures essentielles »

-165 millions de dollars pour achever des projets de distribution d'eau potable et de traitement des eaux usées amorcés dans 18 collectivités des Premières nations

-200 millions de dollars pour l'acquisition de compétences afin de faire diminuer le taux de chômage chez les Autochtones

Les effets concrets pour les peuples autochtones

Encore une fois, le budget fédéral ne fournit pas les mesures de stimulation et le soutien financier nécessaire pour relancer l'économie, créer des emplois et assurer le logement et l'infrastructure nécessaires pour les peuples des Premières nations du Canada.

Le budget prévoit 2,075 milliards de dollars pour le logement, mais ce montant ne permettra de régler que certains des problèmes de logement social et de logement dans les réserves autochtones, car il est loin de la cible de 2,5 milliards de dollars fixée par les experts et les militants en logement de tout le pays.

Le budget prévoit aussi 515 millions de dollars pour l'infrastructure dans les réserves. On ne sait toutefois pas quand l'argent sera remis aux

Premières nations, ni si les collectivités devront assurer 20 % du financement des projets, comme c'est le cas maintenant pour les coûts d'exploitation des projets de distribution d'eau et de traitement des eaux usées – des montants presque impossibles à trouver pour de nombreuses collectivités.

Le budget consacre 200 millions de dollars à l'acquisition de compétences. On n'a qu'à voir le taux de chômage chez les peuples autochtones pour constater que ce montant est totalement insuffisant pour combler tous les besoins à ce chapitre.

De meilleurs choix

L'indice du développement humain des Nations Unies montre que la qualité de vie de la majorité des Canadiens est parmi les meilleures au monde; pourtant, selon les mêmes indicateurs, les Autochtones canadiens se retrouvent au 63^e rang de cette liste.

L'Accord de Kelowna (négociations entre les administrations autochtones et le gouvernement fédéral pour stimuler l'économie) portait sur la réconciliation, la réduction de la pauvreté et l'amélioration du niveau de vie des Premières nations. Un meilleur choix aurait été de tenir les promesses contenues dans l'Accord de Kelowna par des engagements dans le budget fédéral plutôt que d'adopter une démarche « à la pièce » comme le font les conservateurs. Par l'entremise de l'Accord, les engagements en matière d'infrastructure, d'éducation, d'acquisition de compétences et de fonds d'emprunt permettraient de régler certains problèmes d'école, de violence, d'emploi, de santé, d'eau potable et de statut socio-économique.

:as/sepb491

Le 29 janvier 2009